GRANDLYON
communauté urbaine

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE**

Séance du **12 décembre 2011**

Délibération n° 2011-2625

commission principale : déplacements et voirie

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) : Décines Charpieu - Chassieu

objet : Accessibilité au site du Montout - Accès Sud - Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU),
levée des réserves et déclaration de projet à la suite des enquêtes publiques réalisées dans le cadre de
la procédure d'expropriation

service : Direction des grands projets

Rapporteur : Monsieur Crimier

Président : Monsieur Gérard Collomb

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 156

Date de convocation du Conseil : vendredi 2 décembre 2011

Secrétaire élu : Monsieur Marc Augoyard

Compte-rendu affiché le : mercredi 14 décembre 2011

Présents : MM. Collomb, Bret, Darne J., Reppelin, Da Passano, Mme Domenech Diana, MM. Buna, Charrier, Calvel, Mme Vullien, MM. Kimelfeld, Crimier, Philip, Mme Pédrini, MM. Abadie, Arrue, Mmes Besson, David M., MM. Barge, Passi, Brachet, Charles, Colin, Sécheresse, Barral, Desseigne, Mme Dognin-Sauze, M. Crédoz, Mme Gelas, MM. Claisse, Bernard R., Bouju, Mme Peytavin, MM. Blein, Vesco, Mme Frih, MM. Rivalta, Assi, Mme Ait-Maten, MM. Albrand, Appell, Ariagno, Augoyard, Mme Bab-Hamed, M. Balme, Mme Bargoin, MM. Barret, Barthélémy, Mmes Baume, Benelkadi, MM. Bernard B., Bolliet, Braillard, Broliquier, Buffet, Mme Cardona, MM. Chabert, Chabrier, Mmes Chevallier, Chevassus-Masia, MM. Cochet, Corazzol, Coste, Coulon, Mme Dagorne, MM. Darne JC., David G., Desbos, Deschamps, Mme Dubos, MM. Dumas, Ferraro, Forissier, Fournel, Galliano, Gentilini, Geourjon, Mme Ghemri, MM. Gignoux, Gillet, Giordano, Gléréan, Goux, Grivel, Mme Hamdiken-Ledesert, MM. Havard, Huguet, Imbert, Jacquet, Joly, Justet, Kabalo, Lambert, Mme Laval, MM. Lelièvre, Léonard, Mme Lépine, M. Lévêque, Mme Levy, MM. Llung, Louis, Millet, Morales, Muet, Nissanian, Ollivier, Mmes Palleja, Perrin-Gilbert, MM. Petit, Pillon, Plazzi, Quiniou, Réale, Mmes Revel, Roger-Dalbert, MM. Rousseau, Sangalli, Schuk, Serres, Sturla, Suchet, Terrot, Thévenot, Mme Tifra, MM. Touleron, Touraine, Uhlrich, Vaté, Vergiat, Mme Vessiller, MM. Vial, Vincent, Vurpas, Mme Yéremian.

Absents excusés : Mme Guillemot (pouvoir à M. Crédoz), MM. Daclin (pouvoir à M. Muet), Julien-Laferrière (pouvoir à M. Sturla), Mmes Bailly-Maitre (pouvoir à M. Réale), Bocquet (pouvoir à M. Quiniou), Bonniel-Chalier (pouvoir à Mme Vessiller), MM. Bousson (pouvoir à M. Grivel), Flaconnèche (pouvoir à M. Kabalo), Fleury (pouvoir à M. Pillon), Genin (pouvoir à M. Plazzi), Le Bouhart (pouvoir à M. Balme), Lebuhotel (pouvoir à M. Serres), Longueval (pouvoir à M. Ferraro), Lyonnet (pouvoir à M. Suchet), Mme Pesson (pouvoir à M. Chabrier), MM. Pili (pouvoir à M. Lambert), Roche (pouvoir à M. David G.), Rudigoz, Thivillier (pouvoir à M. Millet), Turcas (pouvoir à M. Calvel), Mme Vallaud-Belkacem (pouvoir à M. Nissanian).

Absents non excusés : M. Guimet.

Séance publique du 12 décembre 2011**Délibération n° 2011-2625**

commission principale : déplacements et voirie

commune (s) : Décines Charpieu - Chassieu

objet : **Accessibilité au site du Montout - Accès Sud - Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), levée des réserves et déclaration de projet à la suite des enquêtes publiques réalisées dans le cadre de la procédure d'expropriation**

service : Direction des grands projets

Le Conseil,

Vu le rapport du 23 novembre 2011, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par décision du 17 janvier 2011, le Bureau a prononcé l'engagement de la procédure d'expropriation en vue de la réalisation de l'accès Sud au site du Montout sur les Communes de Décines Charpieu et de Chassieu et approuvé les dossiers destinés à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) et à la cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation du projet.

Auparavant, par délibération n° 2010-1258 du 11 janvier 2010, le Conseil de communauté a engagé la procédure de concertation préalable et, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, en a défini les objectifs et les modalités. La concertation s'est déroulée du 1er mars au 16 avril 2010 inclus. Le bilan de la concertation a fait l'objet d'une délibération n° 2010-1608 du Conseil du 28 juin 2010.

Le projet de réalisation de l'accès Sud a fait l'objet d'enquêtes publiques conjointes en application des codes de l'environnement, de l'expropriation et du code de l'urbanisme ouvertes et organisées par arrêté préfectoral du 20 mai 2011.

Ces enquêtes conjointes se sont déroulées du mardi 14 juin au lundi 18 juillet 2011 inclus en mairies de Décines Charpieu et de Chassieu sous l'égide de la commission d'enquête désignée par décision du Président du Tribunal administratif de Lyon du 24 février 2011.

A la suite de ces enquêtes, la commission d'enquête a émis un avis favorable sur l'utilité publique du projet assorti de 5 réserves et de 7 recommandations.

La commission d'enquête a également émis un avis favorable à l'expropriation des emprises (cessibilité des parcelles) du projet assorti de 2 réserves et de 8 recommandations.

La commission d'enquête a émis un avis favorable sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté urbaine de Lyon sur les territoires de Décines Charpieu et de Chassieu.

A la suite de ces enquêtes publiques et des conclusions rendues par la commission d'enquête, monsieur le Préfet, par courrier en date du 19 octobre 2011 réceptionné le 21 octobre 2011, a demandé à la Communauté urbaine son avis sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté urbaine sur le territoire des Communes de Décines Charpieu et de Chassieu. Il a également sollicité la Communauté urbaine afin qu'elle se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée dans les conditions prévues à l'article L 126-1 du code de l'environnement.

Le Conseil doit également délibérer, dans un délai de 3 mois, pour répondre aux réserves émises par la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet, conformément à l'article R 11-14-14 du code de l'expropriation.

Le Conseil de communauté doit également délibérer pour répondre aux réserves émises par la commission d'enquête sur l'emprise du projet, conformément à l'article R 11-14-14 du code de l'expropriation.

Dans ce cadre, la Communauté urbaine apportera également ses réponses aux simples recommandations.

La déclaration de projet et la mise en compatibilité

Conformément aux articles L 11-1-1 du code de l'expropriation et L 123-1 et L 126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet d'aménagement a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet doit se prononcer, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du rapport du commissaire-enquêteur, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée. De plus, conformément à l'article L 123-16 du code de l'urbanisme, la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Aussi, la présente délibération, qui vaut déclaration de projet au sens de l'article L 126-1 du code de l'environnement, a pour objet :

- de confirmer l'intérêt général de l'opération,
- de confirmer la volonté de la Communauté urbaine de réaliser cette opération,
- de donner un avis sur la mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine sur les Communes de Décines Charpieu et de Chassieu.

La présente déclaration de projet s'appuie notamment sur le rapport de la commission d'enquête et sur ses conclusions.

Les motifs et considérations qui justifient l'intérêt général de l'opération d'accessibilité au site du Montout - Accès Sud

Le site du Montout, situé sur l'axe structurant Décines Charpieu/Meyzieu, dynamisé par l'arrivée du tramway T3, est l'un des sites majeurs de développement de l'est de l'agglomération lyonnaise.

A ce titre, le schéma directeur de l'agglomération lyonnaise préconisait déjà, en 1992, le développement d'équipements de rayonnement régional, voire national permettant l'accueil de grandes manifestations sportives. Le schéma de cohérence territoriale, approuvé le 16 décembre 2010, vise également à renforcer l'offre de grands équipements en matière de sport, afin de les mettre au niveau des standards internationaux.

Le projet du Grand stade et ses opérations connexes comprend la réalisation d'un stade pouvant accueillir 60 000 personnes environ et d'un programme de constructions, à destination principalement hôtelière, tertiaire, de commerces de surface limitée et de loisirs sur le site du Montout à Décines Charpieu.

Pour faire face à ces enjeux, un schéma d'accessibilité du site du Montout a été élaboré en partenariat avec le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL), l'Etat, la Communauté urbaine de Lyon, le Département du Rhône et l'Olympique lyonnais. Ce schéma intègre 3 opérations : celle de l'accès Sud, celle de l'accès Nord et celle du parking des Panettes.

Les objectifs de l'opération "accès Sud" poursuivis par la Communauté urbaine sont les suivants :

- optimiser l'utilisation des transports en commun en les renforçant ou en prolongeant les lignes existantes,
- développer l'utilisation des modes doux : pistes cyclables et cheminements piétons,
- assurer la continuité du trafic de proximité, pendant et hors périodes de matches, sans congestionner le centre des communes,
- éviter la création d'une pénétrante supplémentaire vers le cœur de l'agglomération lyonnaise et affirmer une limite nette et durable entre les lieux urbanisés ou urbanisables et les espaces naturels protégés du V-Vert,
- améliorer la gestion des eaux pluviales du bassin versant du Montout.

L'objet de l'opération

A cet effet, l'opération "accès Sud" prévoit :

- l'aménagement d'un site propre de 5 kilomètres entre l'entrée nord d'Eurexpo et le stade, destiné aux navettes acheminant les spectateurs vers le stade les soirs d'événement. Utilisable par les modes doux, le reste du temps, le site propre sera accompagné d'une large bande paysagée intégrant des cheminements modes doux et des équipements destinés à la découverte du V-Vert,
- l'aménagement et prolongation de la rue Elisée Reclus depuis la rue des Bruyères jusqu'à la rue Marceau, en empruntant une partie des rues Michel Servet et Pierre Gay sur une longueur d'environ 4 kilomètres. Cette voirie, destinée à écartier le trafic du centre-ville de Décines Charpieu, sera accompagnée d'une piste cyclable et de cheminements piétons sur toute sa longueur,
- le réaménagement partiel de la rue Marceau et la création d'un ouvrage de franchissement du site propre et de la voie nord-sud par cette rue,
- l'aménagement d'une nouvelle voie publique nord-sud entre l'angle sud-est du mail et le complément de l'échangeur 7 réalisé par l'Etat au sud de la rue Marceau,
- la possibilité d'aménager une voie le long de la rocade dans le cas où le complément de l'échangeur 7 viendrait à présenter des dysfonctionnements,
- la création d'ouvrages hydrauliques paysagés permettant de gérer les eaux pluviales de ce bassin versant.

Avis sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Conformément à l'article L123-16 du code de l'urbanisme, les dispositions destinées à assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté urbaine de Lyon ont fait l'objet d'un examen conjoint au cours d'une réunion qui s'est tenue le 30 mai 2011 et à laquelle ont été convoqués les représentants de l'Etat, de la Communauté urbaine de Lyon, de la Région Rhône-Alpes, du Département du Rhône, du SYTRAL, des Chambres consulaires, des mairies de Décines Charpieu et de Chassieu et du Syndicat mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL).

L'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine a recueilli l'avis favorable de l'ensemble des participants à cette réunion.

La mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine se traduit par :

- l'inscription d'emplacements réservés de voirie pour la réalisation des accès Sud au site du Montout correspondant aux tracés définitifs des projets de voirie envisagés. Ces derniers induisent des suppressions d'espaces boisés classés (EBC), d'espaces verts à mettre en valeur (EVMV) et des interruptions de cheminements piétons.

Ces emplacements réservés de voirie, au bénéfice de la Communauté urbaine, correspondent à des voies ouvertes à tous les véhicules, à des voies réservées aux transports en commun en site propre, qui comprennent toutes des modes doux et des bassins relatifs à la gestion des eaux pluviales,

- la suppression de l'emplacement réservé de voirie allant du boulevard urbain "est" (BUE) à la rocade "est" (ex LY6), rendu caduc par l'opération projetée. Cette suppression induit des raccords d'espaces boisés classés, d'espaces verts à mettre en valeur, et de cheminements piétons.

Le rapport de présentation et le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) des Communes de Chassieu et de Décines Charpieu sont également mis en compatibilité avec l'opération envisagée.

La commission d'enquête a remis un rapport dans lequel elle émet un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine, dans le cadre du projet de réalisation de l'opération "accès Sud" sur les Communes de Décines Charpieu et de Chassieu.

En application de l'article R 123-23 du code de l'urbanisme, il appartient au Conseil d'exprimer son avis sur le dossier de mise en compatibilité du PLU.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et les réserves et recommandations émises par la commission d'enquête

La commission d'enquête a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique (DUP) assorti toutefois de 5 réserves et 7 recommandations :

Réponses aux réserves :

- l'avis favorable n'est valable que dans la seule hypothèse où la réalisation du Grand stade est effectivement entreprise et concrétisée, même si la commission estime qu'une partie des opérations "accès Sud" pourrait trouver une justification autonome indépendamment de celui-ci.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

La Communauté urbaine ne commencera les travaux de cette opération qu'au démarrage effectif des travaux objet du permis de construire de la Foncière du Montout.

- l'avis favorable donné à la réalisation d'un transport en commun en site propre porte exclusivement sur un système de navettes de bus, à l'exclusion de tout autre système de transport en commun, comme par exemple un système guidé.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

La Communauté urbaine confirme que le projet présenté ne concerne qu'un site propre destiné à accueillir le système de navettes bus entre Eurexpo et le Grand stade.

- le maître d'ouvrage doit s'assurer et certifier que les engagements contractuels ou conventionnels nécessaires à la mise à disposition du site Eurexpo existent, faute de quoi le schéma de desserte perd toute crédibilité.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

La Communauté urbaine s'est bien entendu assurée de l'engagement de SEPEL, gestionnaire d'Eurexpo, de mettre à disposition 5 000 places de parkings à Eurexpo.

- le maître d'ouvrage doit réétudier la question de l'ambiance acoustique et des protections nécessaires, en prenant en compte de manière effective les aspects spécifiques du trafic et de la période pénalisante identifiée par l'étude d'impact.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

La Communauté urbaine a effectivement identifié dans l'étude d'impact que, contrairement à une voirie ouverte à la circulation en permanence, notamment la rue Elisée Reclus et son prolongement à Décines Charpieu, le trafic sur le site propre le long de Chassieu sera très ponctuel et concentré sur quelques heures.

C'est pourquoi les études acoustiques ont été réalisées en allant au-delà de la réglementation actuelle qui demande à ce que les émissions de bruit soient moyennées sur 365 jours, avec 2 périodes ayant des seuils différents : 6 h-22 h et 22 h-6 h.

Les calculs ont ainsi été faits en moyennant le trafic sur une seule journée ou une seule nuit.

Bien que les dispositifs présentés dans le dossier d'enquête aillent au-delà de la réglementation actuelle, la Communauté urbaine s'engage à réétudier l'ambiance acoustique du projet afin d'assurer une protection acoustique des riverains allant encore plus loin, en réalisant notamment des merlons supplémentaires au droit des maisons les plus proches.

- le maître d'ouvrage doit engager, avec les 2 communes concernées, une réflexion sur l'adaptation éventuelle des règles communautaires de prise en charge des investissements (éclairage public) et des frais de fonctionnement (espaces verts) compte tenu du caractère spécifique des réalisations projetées, et ce dans la perspective d'une équitable répartition des charges pour ce cas particulier.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

Les aménagements réalisés dans le cadre de cette opération profiteront à l'ensemble des habitants et usagers, et desserviront notamment des aménagements de loisirs.

La Communauté urbaine et les Communes de Chassieu et Décines Charpieu ont d'ores et déjà engagé une réflexion pour aboutir à une équitable répartition des charges dans le cadre des dispositions du code général des collectivités territoriales.

Cette réflexion se poursuivra par l'organisation très prochaine de réunions de travail spécialisées avec les services des communes concernées.

Réponses aux recommandations :

- la commission souhaite que la gestion des terrassements et des volumes excédentaires évalués à 200 000 mètres cubes soit assurée à l'intérieur des vastes emprises du projet, sans qu'il soit besoin en plus de mobiliser 6,5 hectares extérieurs sous le régime de l'occupation temporaire.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Des recherches d'optimisation ont été faites depuis la rédaction de l'étude d'impact, et ont déjà permis de limiter l'emprise nécessaire à 2,8 hectares sur 3 parcelles propriété de la Communauté urbaine, dont l'une est déjà dans l'emprise du projet. Il s'agira donc d'indemniser l'exploitant agricole détenteur du bail pour sa perte d'exploitation durant le chantier.

De plus, un travail encore plus fin sera entrepris avec le futur titulaire du marché de travaux pour essayer d'aller encore plus loin dans l'optimisation de la gestion des terres, et ainsi limiter au strict minimum le stockage extérieur aux emprises du projet.

- la commission souhaite que soit justifiée la nécessité de neutraliser certaines surfaces au profit d'aménagements écologiques, notamment les 5 000 mètres carrés pris sur les parcelles BT 49 et BT 62, destinés à compenser la perte d'une surface équivalente vouée à la nidification de la huppe fasciée.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Le projet "accès Sud" propose des aménagements susceptibles d'affecter les fonctionnalités écologiques par des perturbations supplémentaires aux abords des points de passage identifiés de la rocade Est et son emprise concerne notamment des prairies et des boisements.

Afin de palier ces impacts, l'opération comprend des passages à faune, des entités boisées, des haies et des prairies. Ces mesures compensatoires à vocation écologique sont prévues en frange des aménagements, à proximité des espaces impactés.

Il est à noter que le programme Grand stade a fait l'objet d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées auprès du Conseil national de la protection de la nature. Les mesures compensatoires proposées dans le cadre de l'opération "accès Sud" répondent aux règles habituelles de compensation des milieux impactés.

Ainsi, l'aménagement écologique d'environ 5 000 mètres carrés sur les parcelles BT 49 et BT 62 vise à compenser la perte de surface favorable notamment à la huppe fasciée qui niche à proximité.

Il est impératif de maintenir une prairie d'environ 5 000 mètres carrés, dont la pérennité et donc la maîtrise foncière seront assurées dans le temps, à proximité immédiate du bois du Biézin où niche un couple de huppés fasciés.

L'aire de nourrissage de cette espèce étant affectée, soit directement, soit à terme par l'effet de la pression urbanistique, le maintien d'une prairie sur ces parcelles permettra de garantir le maintien de l'espèce dans ce secteur.

- la commission demande que soit réalisée une étude pour évaluer l'opportunité d'implanter un bassin de rétention complémentaire au pied de la colline du Biézin, côté Chassieu.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Une étude à ce sujet, engagée par la Communauté urbaine et réalisée par le maître d'œuvre de l'opération, a conclu qu'un bassin n'était pas nécessaire à cet endroit. En revanche, il a été décidé la création d'un fossé supplémentaire, dans l'emprise du projet, afin de guider les eaux de ruissellement du vallon vers la

noue d'infiltration longeant le site propre en partie basse. Cet ouvrage a été intégré dans le dossier loi sur l'eau du versant ouest de l'accès Sud, en cours d'instruction par la direction départementale des territoires du Rhône.

- la commission souhaite que soient réétudiées les modalités de traversée de la route de Lyon par un transport en commun en site propre (TCSP), en mode événement, dans des conditions extrêmes de circulation (nuit et pluie).

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Des études complémentaires effectuées dernièrement par un bureau d'études expert en régulation de trafic, ont montré qu'en période la plus critique (heure de pointe un soir de semaine), le carrefour entre le site propre et la route de Lyon conservait une réserve de capacité de 15 %, ce qui permet de garder une marge de manœuvre en cas de situation atmosphérique difficile. Au droit de la rue des Roberdières, cette réserve de capacité s'élève à 25 %.

- la commission recommande la mise en place d'un plan de circulation d'urgence pour les soirs de matchs.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Aux abords immédiats du stade, des itinéraires alternatifs ont été étudiés avec les services de secours (police/pompiers) pour pouvoir accéder sans blocage aux différents secteurs. En outre, tous les moyens modernes de communication seront mis en œuvre pour prévenir les usagers de la route de la tenue d'un événement au Grand stade et ainsi leur permettre d'éviter les secteurs à risque ou d'adapter leurs horaires, comme cela se passe, aujourd'hui, à Gerland.

- dans le cadre des négociations foncières avec monsieur LAYAT, la commission préconise la création d'un passage pour le bétail entre la parcelle BT 50 et l'aménagement écologique prévu sur la parcelle 62.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Si le propriétaire actuel autorise la Communauté urbaine, un dispositif de traversée sous la voirie sera aménagé afin de faciliter l'accès du bétail de cet exploitant à cette parcelle.

- la commission propose que soit engagée la mise en œuvre d'une procédure de protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP) sur les terres agricoles du V-Vert, garantie d'une protection renforcée de la vocation de ces terres.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

La Communauté urbaine partage cet avis ; un travail est déjà en cours, à l'initiative de l'Etat, pour la mise en place d'une zone agricole protégée (ZAP), et des réflexions sont également engagées pour évoluer ensuite vers la mise en œuvre d'une procédure de PENAP.

L'enquête publique parcellaire et les réserves et recommandations émises par la commission d'enquête

La commission d'enquête a émis un avis favorable sur l'emprise (cessibilité des parcelles) du projet assorti toutefois de 2 réserves et 8 recommandations :

Réponses aux réserves :

- que l'accès de la parcelle de madame COUBLE (Décines Charpieu, B0 25, lieudit "Les Landrières") soit rétabli.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

Pour garantir le non enclavement de la parcelle BO 25 de madame COUBLE, un accès sera réalisé depuis le futur chemin d'accès au poste de gaz qui part de la rue Marceau.

- que les emplacements et dimensions des bassins de rétention soient avalisés par la commission d'enquête "loi sur l'eau" qui doit aborder ces questions techniques.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette réserve est la suivante :

Les bassins de rétention créés dans le cadre de l'opération "accès Sud" et ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement, ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête du 14 octobre 2011. En outre, une commission locale de suivi et de contrôle, demandée par cette commission d'enquête, sera mise en place par la Communauté urbaine.

Réponses aux recommandations :

- la parcelle BL 13, surface restante : 9 719 mètres carrés, appartenant à madame VIAL Gisèle, propriétaire en indivision, va se trouver enclavée entre le site propre et les habitations existantes. Dans la mesure où la commission considère, dans le rapport d'enquête sur la DUP, que le site propre va délimiter plus clairement la partie du V-Vert à protéger, elle suggère que la Commune de Chassieu prenne en compte cette situation nouvelle pour reconsidérer le classement de ce terrain lors de la prochaine révision du PLU.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Actuellement, la parcelle BL 13 (Commune de Chassieu) est classée en zone N1 au PLU. La Communauté urbaine a pris connaissance de cette suggestion, elle ne pourra être examinée que lors d'une prochaine réflexion portant sur l'éventuelle urbanisation de ce secteur de la Commune de Chassieu.

- les parcelles BM 6 et BM 51 appartiennent à monsieur LAYAT Philippe, propriétaire en indivision. La commission pense que l'annexion totale de la parcelle BM 6 n'est pas indispensable. Elle suggère une réduction de l'emprise sur les parcelles BM 6 et BM 51, de telle sorte que soit libérée une bande de terrain entre le projet et le lotissement existant en bordure du chemin de Décines Charpieu, dans le prolongement des parcelles BL 84, 99 et 110. Comme pour la parcelle de madame VIAL, la commission suggère que la Commune de Chassieu prenne en compte cette situation nouvelle pour reconsidérer le classement de ce terrain lors de la prochaine révision du PLU.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

L'opération "accès Sud" propose des aménagements susceptibles d'affecter les fonctionnalités écologiques par des perturbations supplémentaires aux abords des points de passage identifiés de la rocade est et son emprise concerne, notamment, des prairies et des boisements.

Afin de compenser ces impacts, l'opération développe des passages à faune, des entités boisées, des haies et des prairies. Ces mesures à vocation écologique sont prévues en frange des aménagements, à proximité des espaces impactés.

Afin de garantir la pérennité de ces mesures compensatoires, la maîtrise foncière, par la Communauté urbaine, de ces emprises est indispensable.

Sur ces 2 parcelles, les boisements projetés compensent une partie des impacts du programme Grand stade et sont voués à faciliter le déplacement de la petite et moyenne faune depuis le bois du Biezin jusqu'à l'est de la rocade, via les passages à faunes projetés. Ils ne peuvent donc être supprimés.

Ils s'inscrivent de plus dans l'objectif de préservation du V-Vert et permettent d'éviter le grignotage de celui-ci par l'urbanisation tout en protégeant visuellement les habitations situées le long du projet. Les emprises ne peuvent donc pas être réduites.

Concernant la demande de classement au PLU, la réponse est identique à celle apportée à la première recommandation.

- la parcelle BE 52 appartenant également à monsieur LAYAT sera acquise en totalité. L'emprise sera donc de 25 729 mètres carrés.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

La Communauté urbaine se portera acquéreur de la totalité de la parcelle dans la mesure où le propriétaire sollicite la Communauté urbaine en ce sens.

- la parcelle BD 19 appartient à madame QUANTIN-REYBARD Marie. La commission propose soit une réduction significative de l'emprise, soit l'acquisition de la totalité des parcelles BD 37 et BD 19 par le maître d'ouvrage.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

La Communauté urbaine est déjà propriétaire de la parcelle BD 37. Elle se portera acquéreur de la totalité de la parcelle BD 19 si le propriétaire sollicite la Communauté urbaine en ce sens.

- la parcelle BP 29 appartient à monsieur RABILLOUD Jean-Louis. La commission propose une réduction significative de l'emprise de 6 381 mètres carrés côté ouest, qui doit être consacrée à un aménagement écologique.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

Pour les mêmes raisons que celles détaillées en réponse à la première recommandation, les boisements projetés sur l'emprise de cette parcelle ne peuvent être supprimés. Ils sont voués à compenser les impacts de l'opération et permettent, en lien avec le passage à faune, de guider la faune voulant traverser la rocade.

- les parcelles BT 49, BT 50 et BT 62 appartiennent à monsieur LAYAT Philippe. La commission propose la suppression de l'espace écologique prévu au sud du tracé, qui en étant relié aux surfaces restantes des parcelles BT 49 et BT 62, aura l'avantage de compléter une zone agricole exploitable.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

L'aménagement écologique d'environ 5 000 mètres carrés sur les parcelles BT 49 et BT 62 vise à compenser la perte de surface de milieu prairial, favorable notamment à la huppe fasciée, espèce protégée qui niche à proximité. Il ne peut être supprimé sans remettre en cause cette espèce emblématique de l'est lyonnais.

Pour le maintien de la zone agricole exploitable, la Communauté urbaine s'engage à confier l'exploitation de cet aménagement écologique au propriétaire si celui-ci le souhaite.

- la parcelle BT 18 appartient à monsieur et madame LORENZO, en indivision. La commission considère que la Communauté urbaine devrait procéder à l'acquisition de la partie de la parcelle isolée par le projet, soit une surface comprise entre 120 et 150 mètres carrés.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

La Communauté urbaine se portera acquéreur de la totalité de la parcelle si le propriétaire sollicite la Communauté urbaine en ce sens.

- les parcelles BV 47 et BV 48 appartiennent à madame MARTIN Marie-Elisabeth, propriétaire en indivision. Une zone de 800 mètres carrés au nord de la parcelle BV 48 est totalement coupée du reste de la parcelle initiale par le projet. La commission propose que le maître d'ouvrage procède à son acquisition.

La réponse que la Communauté urbaine apporte à cette recommandation est la suivante :

La Communauté urbaine se portera acquéreur de ce reliquat si le propriétaire sollicite la Communauté urbaine en ce sens.

Il est donc proposé au Conseil de prendre la déclaration de projet, de poursuivre la procédure sur la base du dossier soumis à enquêtes, en prenant en compte les réponses apportées aux réserves et aux recommandations, de donner un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU et de demander à monsieur le préfet la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU ;

Vu ledit dossier ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article L 11-1-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-16 et R 123-23,

Vu la décision du Bureau du 17 janvier 2011 ;

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU, le procès-verbal de réunion d'examen conjoint, les rapports et conclusions de la commission d'enquête ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

Dans la partie de l'exposé des motifs intitulé "*Avis sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme*", il convient de remplacer le paragraphe :

"L'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine a recueilli l'avis favorable de l'ensemble des participants à cette réunion."

Par :

"L'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine a recueilli l'avis favorable de l'ensemble des participants à cette réunion, excepté la Ville de Chassieu qui regrette la disparition d'espaces boisés classés et d'espaces verts à mettre en valeur sur son territoire et souhaite une reconstitution de ces espaces" ;

DELIBERE

1° - Approuve les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Réaffirme l'objet du projet de réalisation de l'opération d'accessibilité au site du Montout - Accès Sud sur les Communes de Décines Charpieu et de Chassieu.

3° - Confirme l'intérêt général de cette opération à l'issue des enquêtes publiques aux motifs suivants :

- optimiser l'utilisation des transports en commun en les renforçant ou en prolongeant les lignes existantes,
- développer l'utilisation des modes doux : pistes cyclables et cheminements piétons,
- assurer la continuité du trafic de proximité, pendant et hors périodes de matchs, sans congestionner le centre des communes,
- éviter la création d'une pénétrante supplémentaire vers le cœur de l'agglomération lyonnaise et affirmer une limite nette et durable entre les lieux urbanisés ou urbanisables et les espaces naturels protégés du V-Vert,
- améliorer la gestion des eaux pluviales du bassin versant du Montout.

4° - Prend note de l'avis favorable de la commission d'enquête sur la déclaration d'utilité publique, sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la Communauté urbaine de Lyon et sur la cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation du projet.

5° - Donne un avis favorable sur le dossier de mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine sur la Commune de Décines Charpieu et de Chassieu, dans le cadre du projet de réalisation de l'accès Sud au site du Montout.

6° - Approuve les réponses apportées aux réserves et recommandations émises par la commission d'enquête et en propose la levée étant donné que :

- les travaux de cette opération ne démarreront qu'au démarrage effectif des travaux objet du permis de construire de la SCI Foncière du Montout,
- le projet présenté ne concerne qu'un site propre destiné à accueillir le système de navettes bus entre Eurexpo et le Grand stade,
- la Communauté urbaine s'est assurée de l'engagement de SEPEL de mettre à disposition les 5 000 places de parkings d'Eurexpo,
- la Communauté urbaine s'engage à réétudier l'ambiance acoustique du projet afin d'assurer une protection acoustique des riverains allant encore plus loin, en réalisant notamment des merlons supplémentaires au droit des maisons les plus proches,
- la Communauté urbaine et les Communes de Chassieu et Décines Charpieu ont d'ores et déjà engagé une réflexion pour aboutir à une équitable répartition des charges dans le cadre des dispositions du code général des collectivités territoriales,
- la Communauté urbaine a déjà limité ses besoins en emprise provisoire et que les futurs titulaires des marchés de travaux pourront également limiter les besoins d'emprises extérieures au projet,

- la nécessité de compenser les impacts de l'opération par la création de passages à faune, d'entités boisées, de haies et de prairies est avérée,
 - un bassin de rétention supplémentaire au pied de la colline du Biézin n'est pas nécessaire et qu'un fossé supplémentaire sera créé dans l'emprise du projet,
 - les études complémentaires effectuées ont montré que le carrefour entre le site propre et la route de Lyon conservait une réserve de capacité suffisante permettant de garder une marge de manœuvre en cas de situation atmosphérique difficile,
 - que les conditions d'intervention des services de secours seront facilitées par les itinéraires alternatifs qui seront proposés et que tous les moyens modernes de communication seront mis en œuvre pour que les usagers évitent les secteurs à risque ou adaptent leurs horaires les soirs d'événement,
 - la Communauté urbaine a engagé un travail, à l'initiative de l'État, pour la mise en place d'une zone agricole protégée (ZAP), et des réflexions sont également engagées pour évoluer ensuite vers la mise en œuvre d'une procédure de protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP),
 - l'accès à la parcelle B0 25 sera maintenu dans le cadre du projet,
 - les bassins de rétention créés dans le cadre de l'opération et ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête,
 - la révision du PLU pour inscrire en zone urbanisable les parcelles listées par la commission d'enquête relève d'une procédure indépendante,
 - la Communauté urbaine se portera acquéreur des reliquats de parcelles listées par la commission d'enquête si les propriétaires concernés la sollicitent en ce sens,
 - la Communauté urbaine a complété les aménagements au droit de l'exploitation de monsieur LAYAT et s'engage à lui proposer la gestion de l'espace à vocation écologique prévu sur son foncier.
- 7° - Décide** la poursuite de la procédure d'expropriation de la Communauté urbaine de Lyon et confirme la demande de déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Communauté urbaine de Lyon.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le Président,
pour le Président,

Reçu au contrôle de légalité le : 14 décembre 2011.